



## Que la vérité, la liberté et la paix l'emportent au Rwanda

Par [Robin Philpot](#)

Mondialisation.ca, 11 mars 2019

Radio Inkingi

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Loi et Justice](#)

*Robin Philpot est un journaliste et un essayiste québécois d'origine ontarienne. Auteur de plusieurs ouvrages, il a notamment publié *Ça ne s'est pas passé comme ça à Kigali en 2003* et *Les secrets d'Option Canada*, en collaboration avec Normand Lester. Il a été le candidat du Parti québécois dans la circonscription de Saint-Henri—Sainte-Anne lors de l'élection générale québécoise de 2007. Robin Philpot est un auteur, éditeur, rédacteur, traducteur, et journaliste québécois d'origine ontarienne. Il est diplômé en histoire et en lettres de l'université de Toronto. Il a vécu près de trois ans en Afrique francophone dont deux au Burkina Faso où il a enseigné l'anglais et l'histoire. Depuis l'été 1994, Robin Philpot (et son frère, Me John Philpot), fait tout ce qu'il peut pour donner la voix aux sans-voix rwandais et africains de la région des grands lacs africains, à travers des livres, des articles de presse, des conférences nationales et internationales, sans oublier bien sûr son émission sur la station de radio CKVL 100.1 FM "Le pied à Papineau" dans laquelle il donne régulièrement des entrevues inédites en rapport avec les événements de cette région africaine. Auteur de plusieurs ouvrages témoignant de son engagement pour la recherche de la vérité des faits, Il a notamment publié "Rwanda. Crimes, mensonges et étouffement de la vérité", Montréal, *Les Intouchables*. En 2013, il publie en Anglais aux éditions Baraka Books, Montréal, "Rwanda and the New Scramble for Africa: From Tragedy to Useful Imperial Fiction" livre à travers lequel il montre comment s'est organisée l'opération de déstabilisation et le remodelage de la région des grands lacs africains par les grands de ce monde.*

Je tiens à d'abord à remercier le Réseau international des femmes pour la démocratie et la paix de m'avoir honoré avec ce prix qui porte le nom d'une grande patriote et combattante pour la liberté, la paix et la démocratie, Victoire Ingabire Umuhoza. Mais je tiens aussi à féliciter le Réseau pour son travail remarquable. Comme Victoire, vous et votre travail nous inspirent de poursuivre ce combat. Vous êtes contagieux et je vous en remercie.

Dans moins d'un mois, nous marquerons le 25<sup>e</sup> anniversaire de ce qui a été le pire acte terroriste des années 1990, et qui est devenu le plus grand scandale politico-médiatique du dernier quart de siècle. Un scandale qui s'aggrave chaque jour qui passe.

Vous savez de quoi je parle : l'attentat du 6 avril 1994 où deux chefs d'État africains et leur entourage ont été tués. Sans cet attentat, nous ne serions pas ici; Victoire Ingabire Umuhoza n'aurait jamais fait de la prison; et, en toute probabilité, le Rwanda aurait pu espérer vivre ce dernier quart de siècle en paix, le Rwanda mais aussi ses voisins, en particulier le Congo et le Burundi

On parle ici d'un triple crime : 1) l'attentat; 2) l'étouffement de la vérité et les mensonges sur cet attentat et 3) les conséquences funestes inouïes.

En tuant Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira le 6 avril 1994, les assassins ont tué tout espoir de paix et de résolution démocratique du conflit qui avait accablé le pays depuis l'invasion du 1<sup>er</sup> octobre 1990. Une paix négociée et signée sous la soi-disant bienveillance de grandes puissances. Une paix qui aurait permis d'éviter tant de morts et tant de souffrances, qui aurait permis un partage du pouvoir.

En droit, cacher un crime est aussi un crime. Étouffer la vérité, mentir au sujet de ce premier crime est aussi dévastateur que le crime lui-même parce que cela permet aux criminels de poursuivre leurs visées meurtrières. Nombreux sont les individus, les institutions, les pays et les médias qui sont coupables de ce crime, soit d'étouffer la vérité.

Dès les premiers jours suivant l'attentat, le *New York Times*, un journal qui revendique le titre ronflant de « journal de référence », a donné le ton, et je le cite : « la thèse crédible, c'est que les deux présidents ont été tués par des extrémistes hutus du Rwanda qui s'opposent à la réconciliation avec les Tutsis » (NYT, 23 avril 94).

Figurez-vous que 25 ans plus tard, nous pataugeons toujours dans la même boue mensongère au sujet de l'attentat du 6 avril. Pourtant, tout est là, pour prouver le contraire, soit que le Front patriotique rwandais sous Paul Kagame a abattu l'avion : qu'on mentionne seulement l'équipe dite nationale de Michael Hourigan pour le Tribunal pénale internationale sur le Rwanda; l'enquête Bruguière; les documents révélés par Judi Rever; les déclarations de Carla Del Ponte et le sort qui lui a été réservé; même le TPIR a abandonné cette lubie dès le début de son mandat - il n'avait pas la moindre preuve en ce sens.

Les vraies preuves ne laissent pas la moindre doute à savoir que l'actuel président du Rwanda, Paul Kagame et son armée en sont les auteurs. Leur but et celui de ses parrains, était, coûte que coûte, de mettre fin pour toujours à la paix d'Arusha, d'éliminer tout partage de pouvoir prévu dans cet accord et d'établir une puissance militaire capable de dominer toute la région. Non pas pour le bien-être des Rwandais, des Burundais et des Congolais, mais pour le bien-être - ou devrais-je dire l'enrichissement - de leurs parrains et de leurs agents rwandais. Qui sont ces parrains? La meilleure indication vient de l'ancien secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, qui m'a dit en entrevue : « Le génocide rwandais est à 100 % la responsabilité américaine », en ajoutant que les Britanniques ont aidé.

Le troisième crime, ce sont les conséquences — le temps me manque pour les résumer. En bref, ces conséquences englobent tous les morts au Rwanda; l'exode de millions de Rwandais, surtout vers le Congo ; les tueries faites par l'actuel régime rwandais au Congo ainsi que des exécutions extraterritoriales sélectives ailleurs; la chasse implacable des réfugiés et le harcèlement incessant que ce régime continue à faire à tout rwandais qui ose contester sa version de la tragédie rwandaise. Le régime de Kigali le fait à l'intérieur du pays, mais aussi partout au monde, et particulièrement en Belgique, en France, en Suède, au Canada et aux Etats-Unis, pour ne nommer que ceux-là, avec l'aide des systèmes juridiques de chaque pays. Le prétexte chaque fois : « l'impunité ».

IMPUNITÉ : voilà un mot qui a été dans tous les médias et sur toutes les lèvres depuis l'attentat. Il ne peut avoir de paix, de réconciliation, dit-on, si les responsables de la tragédie restent impunis.

Or à ma connaissance, jamais un mot n'a été détourné et vidé de son sens comme celui-là.

Face à ce triple crime, quelle a été la réaction des autorités politiques du Rwanda, et des grandes puissances qui le parrainent? On accordé l'impunité totale aux vrais criminels et criminalisé mauvaises personnes.

- On a criminalisé et incarcéré dans des colonies pénales ceux et celles qui ont essayé de recoller les morceaux après l'attentat, de rétablir la paix afin de mettre fin aux tueries et à l'anarchie qui existait après l'attentat du 6 avril
- On a criminalisé celles et ceux qui, comme la grande patriote dont le prix porte le nom, souhaitent faire le deuil de toutes les personnes mortes à la suite de cet attentat
- On a criminalisé des enquêteurs et des témoins de la défense travaillant pour le TPIR
- On a criminalisé celles qui, comme Victoire Ingabire Umuhoza ou Diane Rwigara, qui ont décidé, avec courage et au nom de la démocratie, de se présenter aux élections rwandaises contre le dictateur rwandais Paul Kagame.
- On tente de criminaliser toute une génération de Rwandais nés après 1994 de parents ayant fui le Rwanda de Kagame.
- On harcèle et tente de criminaliser ceux et celles qui enquêtent, qui cherchent la vérité sur cet attentat et ses suites et qui en parlent. Notre amie, Judi Rever, en est un exemple remarquable.
- On tente de criminaliser le simple fait de dire : « Un instant, Ça ne s'est pas passé comme ça à Kigali ».

IMPUNITÉ, dites-vous? Sur le compte Twitter de la Cour pénale internationale du 18 février 2019, on peut lire ceci: « Rencontre productive entre Procureur CPI Fatou Bensouda & Son Excellence Paul Kagame, Président du Rwanda, en marge de la Conférence de Munich sur la sécurité. » Sous ce Tweet on voit une photo tout sourire du dictateur sanguinaire Kagame et Fatou Bensouda, soit celle-là même à qui on confié la responsabilité de mettre fin à l'impunité.

Mais le monde change rapidement; l'espoir est permis. Victoire Ingabire Umuhoza a été libérée. Diane Rwigara a été libérée. Ailleurs en Afrique et dans le monde, on voit des signes positifs : l'époque qui a permis à des criminels comme Kagame et à son principal soutien, Washington, de faire la pluie et le beau temps en Afrique et ailleurs tire à sa fin.

Le proverbe dit : « Qui combat la vérité sera vaincu. » Or son contraire est aussi vrai. « Qui défend la vérité sera vainqueur. » De plus en plus de monde cherchent la vérité contre vents et marées, la retrouvent et la révèlent.

Armés de cette vérité et du courage, de la détermination et de la confiance de personnes comme Victoire Ingabire Umuhoza, nous serons en mesure de vaincre.

En quoi consistera cette victoire? La liberté, la paix et la démocratie pour le Rwanda et ses voisins.

Merci Beaucoup.

Robin Philpot

Articles Par : [Robin Philpot](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)